

Mention d'information - Alertes Professionnelles

MAYENNE HABITAT met en œuvre un traitement de données à caractère personnel ayant pour finalité le traitement des alertes, émises par un membre du personnel ou un lanceur d'alerte, relatives à :

- un crime ou un délit ;
- une violation grave et manifeste d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ;
- une violation grave et manifeste d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un engagement international régulièrement ratifié ;
- une violation grave et manifeste de la loi ou du règlement ;
- ou une menace ou un préjudice grave pour l'intérêt général, dont l'émetteur de l'alerte a eu personnellement connaissance.

Le traitement de ces données est fondé sur une obligation légale, Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite « Loi Sapin II ».

Les données traitées dans le cadre de ce traitement sont les suivantes :

- identité, fonctions et coordonnées de l'émetteur de l'alerte professionnelle ;
- identité, fonctions et coordonnées des personnes faisant l'objet d'une alerte ;
- identité, fonctions et coordonnées des personnes intervenant dans le recueil ou dans le traitement de l'alerte ;
- faits signalés ; éléments recueillis dans le cadre de la vérification des faits signalés ;
- compte-rendu des opérations de vérification ; suites données à l'alerte.

Les données seront uniquement destinées au référent désigné par MAYENNE HABITAT et, le cas échéant, aux autorités judiciaires.

Les données seront conservées comme suit :

- Suppression dans les 30 jours après que le signalement ait été jugé irrecevable ou recevable avec ou sans mesures ;
- Jusqu'au terme de la procédure disciplinaire ou contentieuse engagée à l'encontre de la personne mise en cause ou de l'auteur d'une alerte abusive ou le temps de la prescription des recours à l'encontre de la décision.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, ainsi que du droit à la limitation du traitement et à l'effacement des données dans le cadre permis par le Règlement Européen.

Vous pouvez exercer ces droits auprès de MAYENNE HABITAT, en joignant un justificatif d'identité, par courrier à l'adresse 10 rue Auguste Beuneux - CS 62039 – 53020 LAVAL CEDEX 09.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL.

Pour votre parfaite information, MAYENNE HABITAT a désigné un délégué à la protection des données (DPO), joignable à l'adresse mail suivante : dpo@mayenne-habitat.fr